

LA FACE CACHEE DE L'EMPIRE BOLLORE (2)

# Comment Vincent Bolloré s'est taillé un empire en Afrique

03 fév 2009

Par [Martine Orange](#)

- Vincent Bolloré aime l'Afrique. Il ne s'y rend pas souvent : une à deux fois par an seulement. Mais à chaque déplacement, il ne manque pas de répéter dans la presse africaine son attachement durable au continent africain, sa croyance profonde dans son développement. « *La Corée de XXIe siècle* », a-t-il même prédit. Au-delà des convictions, il y a aussi les intérêts économiques. Une grande partie de la richesse du groupe Bolloré provient de l'Afrique. Récupérant des morceaux entiers de l'empire colonial délaissé par les Français, il s'est bâti un royaume.



Aujourd'hui, le groupe Bolloré est un des grands acteurs économiques de l'Afrique. Avec une vraie réalité économique : il a des ports, des trains, des équipements de logistiques, des entrepôts, des plantations, des usines de transformation. Il transporte, selon les estimations, entre 20 et 30% des exportations de cacao, de café, d'huile de palme, de coton du continent. Son maillage est des plus serrés dans toute l'Afrique de l'Ouest, en particulier en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Congo, au Gabon.

Il est parti désormais à la conquête de l'Afrique anglophone, au Nigeria d'abord puis en Afrique du Sud et en Afrique de l'Est (Kenya, Ethiopie). Au total, le groupe est implanté dans 43 pays, y emploie 18.480 salariés, soit 53% des effectifs du groupe. Il y réalise officiellement 1,4 milliard d'euros de chiffre d'affaires sur 6,3 milliards au total. Mais, là aussi, il y a une part officielle et une part officieuse.

La part officielle, c'est le transport, la manutention, la logistique. La première diversification de la société quand Vincent Bolloré décide de regarder au-delà du métier historique de la famille, le papier fin. Dès 1986, l'homme d'affaires rachète à Suez, sur les conseils de son mentor, Antoine Bernheim, la SCAC, une société de manutention et de logistique portuaire. Le métier est austère, compliqué. Mais l'homme d'affaires en comprend très vite tout l'intérêt : il y a des fortunes à faire en reprenant des activités négligées sur un continent délaissé de tous, sans concurrence ou presque. Sans parler du pouvoir qui l'accompagne : sur les quais, on connaît toutes les marchandises qui sortent et rentrent, leur prix, à qui elles sont destinées. En Afrique, ces informations ont leur importance.

Ainsi, Vincent Bolloré commence à ramasser petit à petit des secteurs économiques abandonnés et devient un des piliers de la « **Françafrique** ». Désireux de s'étendre très vite, il part à l'assaut dès 1990 de **Delmas Vieljeux**, le groupe de transports maritimes qui a alors la haute main sur tous les ports de l'Afrique de l'Ouest. Comme à son habitude, il opte pour une prise de contrôle rampante. Pourquoi acquérir la totalité du capital et dilapider de l'argent, alors qu'une participation minoritaire peut permettre d'imposer sa loi dans une société au capital éclaté ?

Mais Tristan Vieljeux, patron du groupe maritime et vieux crocodile du monde africain, n'est pas décidé à se laisser faire. Réseaux contre réseaux, coups tordus contre coups tordus, la bataille se finit par une décision judiciaire obligeant Bolloré à lancer une OPA en bonne et due forme sur Delmas-Vieljeux. A la suite de cette opération, Bolloré manque de couler.

Il reprend, malgré tout, l'activité de transport maritime, la développe un peu avant de la revendre en 2005 à Jacques Saadé, président de **CMA-CGM**. La concurrence dans le secteur, notamment face au Danois **Maersk**, lui semble trop dure. Et puis, entre-temps, il a découvert qu'il y avait mieux à faire. Prendre pied dans toutes les infrastructures portuaires et de transport dans de nombreux pays.

- ***Profiter des privatisations des infrastructures***

Poussés, voire forcés, par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, les principaux pays africains ont lancé au milieu des années 1990, un vaste mouvement de privatisations de toutes les sociétés nationales et de leurs infrastructures. Vincent Bolloré voit très vite l'intérêt à s'inscrire dans ce processus. S'il peut se placer aux nœuds stratégiques, il devient incontournable dans les transports et le trafic de marchandises.



(La "une" de son journal gratuit, Directmatinplus, lors de la visite du président camerounais Paul Biya à Paris en 2007)

Il a pour lui de bien connaître l'Afrique, d'avoir ses entrées auprès de tout le personnel politique africain et d'avoir les réseaux qu'il convient. Et il ne manque pas de les ménager.

Récupérant les vestiges des réseaux **Foccart** et Pasqua, si puissants en Afrique, il s'est fait nombre d'obligés auprès des membres des familles gouvernantes. Pierre Aïm, patron de la société de transports et de logistiques **Saga**, rachetée en 1998 par le groupe Bolloré, l'a introduit dans de nombreux cercles de pouvoir africain et travaille sans relâche au succès de leurs entreprises communes. En 1999, **Michel Roussin**, ancien directeur de cabinet du patron de la DGSE, ancien directeur de cabinet de Jacques Chirac, ancien ministre de la coopération du gouvernement Balladur et toujours président du Medef Afrique, est venu le rejoindre. Cela fait des entrées supplémentaires. Il est devenu responsable de toute l'activité du groupe en Afrique.

Enfin, Vincent Bolloré sait l'intérêt que portent les gouvernements successifs à l'Afrique, plus souvent d'ailleurs au niveau de l'Elysée et du ministère de l'intérieur que du Quai d'Orsay. Et il ne manque pas de les tenir informés, voire un peu plus, de ses différents projets. Par courtoisie, sans aucun doute. Car l'homme d'affaires le répète fréquemment : il « *n'a aucune relation d'affaires avec l'Etat français* ».

Fort de son expérience industrielle réelle mais aussi de ses soutiens divers, Vincent Bolloré s'est donc mis sur les rangs des privatisations. En 1998, il décroche la concession de Sitarail, une société ferroviaire qui exploite la ligne Ouagadougou (Burkina Faso)-Abidjan (Côte d'Ivoire), puis la société de chemin de fer camerounaise, Camrail. Il devient ainsi le premier transporteur ferroviaire de l'Afrique de l'Ouest, là où affluent tous les transports de matières premières agricoles, qu'il peut acheminer directement maintenant jusqu'aux bateaux.

Le maillage continue à se tisser au plus serré. Après les trains, l'homme d'affaires jette son dévolu sur les ports. Il a ainsi obtenu la concession des terminaux de conteneurs d'Abidjan (Côte d'Ivoire), de Douala (Cameroun), de Tema (Ghana), de Lagos (Nigeria), et même pour l'ensemble du port de Libreville (Gabon). Ces attributions ne se font pas toujours dans la plus grande clarté et donnent lieu à de sérieuses batailles de réseaux. Ainsi, celle du **port d'Abidjan en 2004**, réalisée en pleine guerre. Les conditions ont paru si peu régulières à la Banque mondiale qu'elle a demandé une révision du contrat.

- ***Une puissance incontournable en Afrique de l'Ouest***



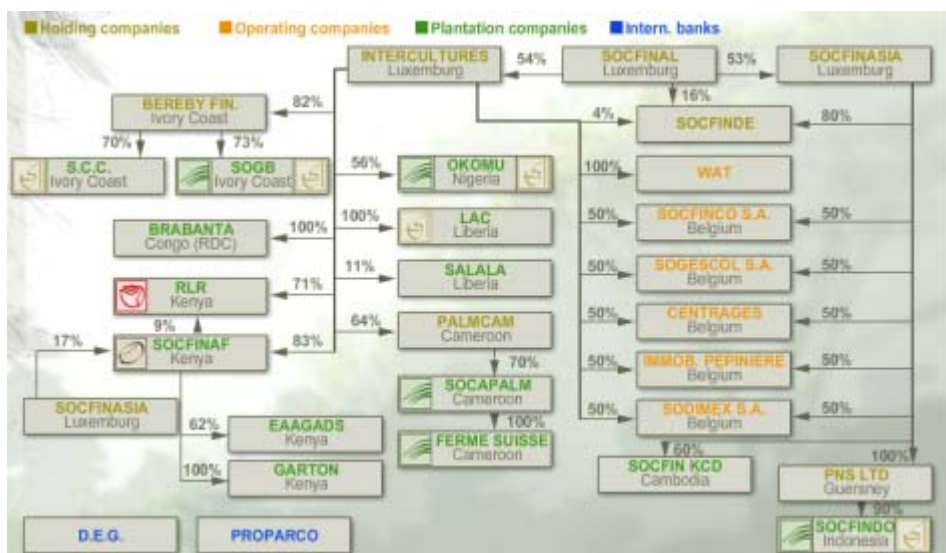
Malgré son implantation africaine et les soutiens gouvernementaux français et africains, l'homme d'affaires **commence à faire un peu peur**. Le gouvernement togolais n'a pas voulu lui confier les clés du port de Lomé, en dépit des vives incitations de la France, comme l'a raconté le *Canard Enchaîné*. Le Sénégal lui a préféré **Dubai Ports World** pour gérer le port de conteneurs de Dakar. Mais le groupe a bien l'intention de se rattraper au Congo. Il vient de remporter la concession du **port de Pointe-Noire**. Il compte y investir 200 à 300 millions d'euros pour construire le premier port en eaux profondes d'Afrique de l'Ouest .

Vincent Bolloré est désormais incontournable dans cette partie de l'Afrique. Des entrepôts pour stocker les matières premières à la gestion des ports, en passant la manutention, les grues, les chemins de fer , il a

intégré toute la chaîne logistique permettant de transporter le bois, le cacao, le café, le coton, et bientôt les minerais, du cœur de l'Afrique aux ports, expédiant en retour les produits venus de Chine ou d'Europe.

Officiellement, l'activité du groupe Bolloré en Afrique s'arrête là. L'intégration verticale ne va pas jusqu'à la production des matières premières. A l'entendre, il ne veut surtout pas toucher aux plantations, même si c'est le métier historique du groupe Rivaud. Tout juste concède-t-il que son groupe exploite 8.400 hectares de palmiers et d'hévéas au Cameroun, par l'intermédiaire de la Société anonyme forestière et agricole (SAFA), un héritage de l'histoire. Pour le reste, la gestion de l'ensemble de l'activité a été confiée aux partenaires belges de Rivaud. « *C'est Hubert Fabri, qui s'occupe de toute cette partie du groupe* », explique l'homme d'affaires.

Dans la réorganisation discrète qui s'est opérée entre Vincent Bolloré et la famille Fabri après sa prise de contrôle de Rivaud, l'homme d'affaires a, il est vrai, laissé aux actionnaires belges l'essentiel des plantations. La plus grande partie de l'activité a été logée au sein de **Socfinal**, une société luxembourgeoise, administrée toujours par le même petit noyau : Bolloré, Fabri, de Ribes et un représentant de chaque groupement d'intérêt.



L'organigramme du groupe Socfinal.

Deux filiales ont été créées : Socfinasia d'un côté, qui regroupe les plantations en Asie, Intercultures de l'autre qui porte les filiales africaines. Vincent Bolloré détient directement et indirectement 39% de l'ensemble. En apparence, une position d'actionnaire minoritaire. Mais face à lui, c'est un groupement d'actionnaires qui détient la majorité, ce qui lui donne un peu plus de poids.

### • *L'un des plus grands planteurs de la région*

La partie asiatique de Socfinal ne l'a jamais beaucoup intéressé. Trop loin, trop compliqué. A l'inverse des marchés de niche qu'il affectionne. Aussi a-t-il poussé ses partenaires à alléger leur position en Asie et à vendre un certain nombre de terrains, notamment en Malaisie. Ce qui a permis de récolter plusieurs centaines de millions d'euros de plus-values.

Une partie a été réinvestie en Afrique. Car c'est là que Vincent Bolloré voit l'avenir des plantations. Socfinal s'est donc installé au Liberia, s'est renforcé en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Nigeria. Avec 83.000 hectares de plantations d'huile de palmes, d'hévéas, de bois exotiques, il est aujourd'hui un des plus grands planteurs d'Afrique.



Mais il récolte aussi du café, du cacao et même des roses au Kenya. Employant plus de 24.000 personnes, il a un poids économique et politique dans les pays où il est présent.

En 2007, Socfinal a réalisé un bénéfice net de 97 millions d'euros pour un chiffre d'affaires de 336 millions. Ce qui représente une marge bénéficiaire de 28,8%. Des taux que l'on ne retrouve que dans les secteurs de luxe. Sa filiale africaine Intercultures fait un peu moins bien : 17% de marge bénéficiaire seulement. Mais ce n'est qu'une moyenne, les roses du Kenya, notamment, plombent le résultat.

En Côte d'Ivoire, Intercultures enregistre le résultat stupéfiant de 31 millions d'euros pour 67 millions de chiffre d'affaires, soit 44,9% de marge d'exploitation ! Un résultat d'autant plus appréciable qu'à l'inverse de l'activité en Asie, Socfinal a presque partout les mains libres en Afrique. Cela permet entre autres de ne pas abandonner les pratiques du bon vieux temps : toutes les dettes restent sur place, la trésorerie, elle, repart au Luxembourg.

**\* Bilan consolidé au 31 décembre 2006 :**

EUR	Europe	Côte d'Ivoire	Liberia	Kenya	Cameroun	Nigeria	Total
Immobilisations incorporelles	71.115	9.091	0	11.748	34.874	0	126.828
Immobilisations corporelles	9.542.395	22.083.552	10.205.641	19.577.318	23.370.847	10.992.845	95.772.598
Actifs biologiques	0	53.374.224	27.367.460	14.288.962	27.235.194	26.739.712	149.005.552
Créances commerciales	16.791.865	2.409.632	407.055	532.813	11.871.690	-77.151	31.935.904
Stocks	0	12.008.830	8.041.591	3.518.463	2.231.607	837.198	26.637.689
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25.896.914	981.295	2.649.963	839.832	851.713	1.664.792	32.684.509

*(Voir la ligne trésorerie et la répartition entre les pays)*

Vincent Bolloré veille au plus près du développement de la filière. Et pour certaines sociétés sensibles, il ne délègue pas. Il est ainsi vice-président de la société des caoutchoucs du grand Bereby et de Bereby finances. La société est une filiale d'Intercultures, détenue à 82%. Mais c'est une société qui compte dans l'univers de Bolloré : elle travaille en Côte d'Ivoire, pays sur lequel le groupe a beaucoup misé. De même, il a tenu à être administrateur de Liberian Agricultural company (huile de palmes), Red lands Roses (roses), Sogescol (transformation des produits agricoles). C'est beaucoup pour un homme qui cumule déjà quinze postes de président, vice-président et directeur général, sans compter les innombrables mandats d'administrateurs (33 déclarés).

Cette position légèrement en retrait offre à Vincent Bolloré l'immense avantage de ne pas être mêlé directement à la gestion des hommes et des plantations. Ainsi, lorsque les ouvriers de **Socapalm**, une filiale au Cameroun exploitant des plantations d'huile de palme, se sont mis en grève en 2008 pour dénoncer leurs conditions de travail et de salaire, l'homme d'affaires est resté en retrait. Il n'apparaît pas non plus lorsque les organisations internationales dénoncent **la déforestation** faite par Socapalm. Lui, il n'est qu'actionnaire minoritaire. Il se contente d'empocher les dividendes.

<http://www.mediapart.fr/journal/economie/030209/comment-vincent-bollore-s-est-taille-un-empire-en-afrique>